

# Réflexions critiques face à une bifurcation historique

**André Tosel**

*Philosophe, professeur émérite des universités*

La mondialisation est un phénomène historiquement constitué, une étape dans le devenir Monde du capitalisme. Elle ne se réduit pas à la simple mise en connexion des marchés nationaux. Sur le plan économique elle désigne la création d'un véritable marché mondial dé-segmenté, décloisonné, portant sur les biens, les services, les facteurs de production du capital, les hommes, les idées et les valeurs. Elle implique la perte de centralité des marchés nationaux qui cessent d'être des unités économiques représentatives et, inversement, elle se traduit par la construction d'un nouvel espace où les firmes transnationales refont les marchés nationaux. La régulation marchande est transversale et impose aux espaces géographiques le même système capitaliste financiarisé ; mais cette identité se dit dans une différenciation territoriale hiérarchique. De grands États issus de ce que l'on appelait le Tiers Monde, les BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud depuis avril 2011 – accèdent à une situation de richesse globale, inégalement distribuée. Les inégalités entre pays se creusent en fonction des différentiels de croissance et des potentiels démographiques. La mise en équivalence de la mondialisation et du mode de production capitaliste demande explication.

Qu'est-ce qui se mondialise ? Qui porte la mondialisation ? *Deux réponses sont possibles*. En effet, on a d'abord celle qui se centre sur le mode de production capitaliste avec Marx et désigne le mode de production reconnu comme spécifique historiquement, comme fondé sur l'extraction de la plus-value et sur l'exploitation du travail vivant par le travail abstrait, commandé par le capital. Cette approche a été et demeure contestée par d'importants

sociologues allemands comme Max Weber et Georg Simmel ou par des économistes néolibéraux comme Friedrich Hayek. Dans l'approche de ces derniers, l'exploitation du travail, la désappropriation de tout contrôle du travail que subissent les travailleurs sont une condition de rationalité et le capitalisme mondial est une figure non pas de la raison, mais de la rationalité instrumentale absolument nécessaire. Pour Marx ou ses disciples, les tenants de l'économie-monde comme Immanuel Wallerstein ou Samir Amin, Giovanni Arrighi, cette rationalité n'est que partielle et superficielle ; elle recèle une irrationalité dont témoignent les crises et les dysfonctions diverses qui accompagnent la mondialisation du système. Pour les sociologues et les néolibéraux, ces crises au contraire ne sont que des états normaux de crise ; ils sont fonctionnels en ce qu'ils structurent le dynamisme du système et l'aident à évoluer dans le sens d'une croissance infinie du capital. Dans le premier cas, la mondialisation est celle d'un mode de production spécifique caractérisé par une rationalité provisoire et finalement voué à l'autodestruction si nulle relève sociale ne se manifeste. Dans le second cas, la mondialisation est la forme achevée d'un système fondé sur une économie rationnelle indépassable.

Nous optons pour la première approche et nous comptons sur sa fécondité heuristique pour la justifier, faute de pouvoir pénétrer dans une discussion approfondie. C'est là un *présupposé* que nous reconnaissons comme tel. *Nous optons pour l'approche de Marx revue et corrigée par les théoriciens de l'économie-monde* dont le fondateur a été Fernand Braudel qui ne fut pas marxiste. Nous nous situons dans la problématique post-marxiste de Wallerstein. C'est le mode de production capitaliste qui se mondialise avec son impératif catégorique de l'augmentation d'un taux de profit et sa dérive financière actuelle, la croissance infinie de l'Argent.

### **Un peu de méthodologie : le carré des relations structurales du système-monde**

À des fins de clarté d'exposition, je préciserai des règles de méthode : je reprendrai et j'actualiserai sommairement l'analyse opérée dans les cinquante thèses qui constituent l'introduction de mon étude *Du retour du religieux* (André Tosel, 2011). La difficulté théorique dans l'analyse critique de la mondialisation est de bien saisir le concept de global en évitant de le rabattre sur celui de l'international. Trop d'approches font du global un niveau qui absorbe et confond les autres niveaux et réduit son jeu complexe d'échelles à un rapport en extériorité entre deux éléments, sans s'affronter à la question de la relation des niveaux. Ainsi en ce qui concerne le devenir des États-nations il est tentant de conclure à leur disparition tendancielle en faveur de la notion d'Empire. Ainsi les théoriciens Antonio Negri et Michael Hardt dans un livre homonyme devenu fameux font retour à cette notion en précisant qu'il s'agit

d'un Empire-Monde, unique, capitaliste et guerrier, qui est la fois le sommet d'une pyramide couronnant les autres niveaux et un conteneur de ces niveaux qu'il réduit. Cette vision a eu le mérite de présenter une riche vue d'ensemble et de libérer une perspective critique en posant que cet Empire contenait et réprimait tout à la fois la possibilité de sa transformation révolutionnaire en produisant une multitude appelée à dominer le capital. Cette perspective est en fait cependant utopique : elle idéalise dans une sorte de nouvelle philosophie de l'histoire universelle le global comme le but du procès historique et fait de la multitude l'équivalent du développement nécessaire des forces productives propre à la vulgate marxiste. La difficulté est de concevoir correctement le jeu d'échelles qui fait qu'au niveau local ou national ou international se jouent et se réalisent des processus transnationaux qui prennent la structure de réseaux transfrontaliers, ôtent aux États leur marge d'action ancienne et dépossèdent plus ou moins complètement les peuples de leur souveraineté économique, sociale et politique. On peut donner comme exemple de ces lieux « locaux » les villes globales (une quarantaine dans le monde) qui sont décisives en ce qui concerne les transactions commerciales, les opérations financières, les industries à haute valeur ajoutée, les circuits informationnels, la production des connaissances, la vie culturelle et, bien sûr, la direction politique effective qui déborde les institutions *ad hoc*. Comme exemples de ces réseaux qui passent par ces villes et les intègrent comme des noeuds essentiels, on peut citer les réseaux complexes à expression numérique gravitant autour de l'Union européenne qui n'est ni un État ni une fédération, mais une entité composite. Dépourvue de légitimité démocratique, cette entité condamne à subir sa politique destructrice et aveugle les États la composant et elle sanctionne la dominance des États les plus forts, en soutenant les entreprises et les banques les plus puissantes. Ces réseaux intègrent des institutions diverses élues ou cooptées, des organisations de *lobbying*, des agences de notation, des bourses, des organisations financières privées ou semi publiques (la Banque européenne), des cartels représentant des entreprises ou des groupes de pression, des systèmes électroniques d'information et de gestion. Ces réseaux se nourrissent d'une armée parasitaire et grassement prébendée d'experts plus ou moins compétents, dépositaires d'une autorité soustraite à tout contrôle.

Là se réalise ce jeu d'échelles où le global, complexe et réticulé, élabore sans cesse ses politiques et les impose aux autres niveaux. Ces derniers doivent inscrire ces politiques en leur textualité propre. Ainsi une usine, une entreprise installée dans un territoire particulier est-elle manœuvrée comme un pion. Le jeu d'échelles apparaît alors comme un jeu de stratégie en faisant apparaître ses motivations économiques et financières, ne serait-ce que parce qu'il obéit à l'obligation absolue de rapporter des profits d'un taux égal à 15 %, sous peine de disparition de l'usine en question. Le local ou le national ou le régional réalisent le global et ce dernier s'investit dans l'immanence

des autres niveaux. Il resterait à élaborer les catégories de ces interactions qui impliquent tout à la fois sur- et sous- détermination, investissements et désinvestissements, localisations et délocalisations ou relocalisations.

Nous proposons de considérer le système-monde contemporain depuis quatre points de vue qui constituent autant de moments, de pratiques structurées en transformation et en relations diverses (conditionnements, déterminations, oppositions) qu'il faudrait analyser de manière précise. Tenons-nous-en à une approximation.

- *Le premier niveau* est celui de l'économique. Il est constitué par ces réseaux qui prétendent à la gouvernance de l'économie mondiale en régime de libre marché et de concurrence totale. Il a pour unités les réseaux d'entreprises, de banques, d'organisations de *consulting* et d'expertise divers et il obéit à l'impératif de l'accumulation infinie au prix des inégalités croissantes. Il se différencie en fonction de rapports de force. Il produit une hiérarchie en refondation permanente et il obtient le primat politique. L'économie est devenue politique et la politique tend à se résorber dans l'économie capitaliste. Cette économie est profondément transformée par la généralisation des réseaux informatiques communicationnels qui sont à la fois des industries à forte valeur ajoutée, des moyens de collecte de données sans précédent et des formes de contrôle des populations en temps réel.
- *Le second niveau* est constitué par le juridique et le politique. Il est celui des unités territoriales qui ont la forme des États-nations et qui subissent un immense processus de dénationalisation. Ce fait majeur implique une transformation empirique des peuples et un effacement du principe juridique fondamental, celui de la souveraineté populaire en tant que représentée par la souveraineté nationale. La démocratie représentative, déjà réduite à un principat oligarchique qui désapproprie les citoyens de tout pouvoir effectif, est elle-même menacée de déconstruction en faveur de constructions bureaucratiques et autoritaires immunisées de toute surveillance publique. Ces deux moments sont caractérisés par le déploiement inédit d'une violence objective considérable : réduction des travailleurs et employés à l'état d'objet-objet (on précisera), inégalités et précarisations qui transforment le salariat en précarariat, formation de populations poubelles, désindustrialisation de vieux États, désastres écologiques et perspective de guerres écologiques.
- *Le troisième moment* est celui du social, de la division sociale et de ses transformations. Des nouveautés importantes apparaissent. D'une part, la classe bourgeoise dirigeante traditionnelle a disparu pour laisser place à une caste transnationale qui se veut cosmopolitique mais qui interprète le principe moderne de libre égalité comme impératif de l'exercice exclusif d'une liberté absolue et obéit avant tout à la quête du « plus de jouir » de l'Argent. Pour elle le Monde est Commerce et Affaire. Cette caste doit contenir les

divisions nées de la concurrence, mais elle conduit toujours la guerre de classes contre le travail et elle s'immunise en investissant dans l'État chargé avant tout de gérer la force de travail. D'autre part, la classe ouvrière centrale de type fordiste est réduite au profit d'une multitude de couches sociales de désavantagés, d'une masse diverse de subalternes qui résistent, ouvriers et employés, chômeurs ou non, immigrés, indigènes, etc. Toutefois cette résistance ne parvient pas pour l'instant à annuler encore le prix de la défaite historique infligée sous les auspices du néolibéralisme par le capital mondialisé et financiarisé au socialisme, au communisme et même au républicanisme social. Elle est fragmentée par les différenciations liées aux appartenances identitaires.

- *Le quatrième moment* est celui du culturel, de l'idéologico-techno-scientifique. C'est celui où se confrontent sciences, arts, techniques, morales et philosophies, où s'élabore le complexe divers des idéologies et des représentations, des connaissances et de la réflexion, des conceptions du monde et des religions. Il est structuré par les grands appareils idéologiques innervant la vie quotidienne : école et université, médias, institutions culturelles que pénètre la conception dominante néolibérale désormais en crise ouverte et qui mobilisent les technologies révolutionnant notre mode d'imaginer et de penser. Philosophiquement c'est le moment où la mondialisation se réfléchit, se dit en interrogeant les universalismes historiques en conflit et les particularismes sociaux et culturels. Cette confrontation est rendue singulièrement aiguë par l'émergence de sociétés multiculturelles qui remettent en question la conception occidentale du monde et ses valeurs : productivisme, consumérisme, individualisme, version impériale des droits de l'homme, mépris de la nature au nom de sa domination par l'homme. C'est le niveau de la coexistence quotidienne et de la communication entre groupes et conceptions du monde. L'enjeu est celui de la production d'un espace public de discussion et de confrontation, de détermination de « communs ».

Une violence subjective inédite se manifeste surtout au sein de ces deux moments. Cette violence concerne les relations entre ethnies et peuples, entre religions et visions du monde, entre majorités et minorités. Ces relations renvoient à l'existence de communautés, aux procès de socialisation concrète et d'individuation imaginaire où se réalise la différenciation ethnoculturelle. Elles sont liées à des phénomènes migratoires dont l'ampleur réelle est limitée, mais irréversible. La racisation de l'Autre, la peur de l'étranger empêchent la production d'un universalisme concret interculturel, et produisent une idéologie de guerre entre puissances manipulant ces antagonismes.

Ces quatre moments se donnent à voir dans leur intrication et leurs combinaisons dans le processus d'urbanisation sauvage du monde. Le global est le global urbain. La ville globale est le révélateur de ces phénomènes. La struc-

turation discriminatoire, la production d'un espace hégémonique côtoyant des zones de relégation et de déréliction, l'organisation des flux qui la traversent inégalement (transports, informations, capitaux, biens) en font un concentré du Monde du Capital Monstre. La ville globale est une des monstruosités les plus terribles de la mondialisation. C'est là que s'opère le partage en sa visibilité cruelle entre ceux que le système fait vivre au-delà de leurs besoins en les dotant du pouvoir relatif d'être cause de leur existence et ceux que le système laisse mourir en les désappropriant de toute capacité d'être cause relative de leur existence.

Arrêtons là. Il est impossible d'être exhaustif et il serait présomptueux de présenter une encyclopédie, résumé des savoirs de la mondialisation capitaliste. Nous choisirons d'éclairer plutôt quelques points topiques.

### **Quel Monde aujourd'hui pour demain ? Quels scénarios ?**

Retournons pour achever cette réflexion aux perspectives d'avenir qui sont pensables, à des scénarios possibles. Nous les empruntons à l'historien et théoricien des systèmes-monde, Immanuel Wallerstein (2004). Nous retrouvons la notion de transition hégémonique laissée en suspens. Une transition systémique de ce genre, selon Wallerstein, fait suite à une phase d'expansion matérielle de la production du commerce où l'accumulation s'opère majoritairement à partir de l'investissement dans les chaînes de marchandises (capitaux, biens, services). Il se produit dans un second temps une phase d'expansion financière, de création et de circulation de la masse monétaire. Il devient plus rentable en ce cas de placer les capitaux et de les faire fructifier sous des formes de spéculation tout en gardant le contrôle sur leur liquidité. Les systèmes politiques sont alors contraints de transformer le type de gouvernabilité. Il leur faut composer pour former le pouvoir nécessaire, pour obtenir un consensus élargi et imposer la logique financière attirant les capitaux et neutraliser les conflits sociaux. Il s'agit de créer un nouvel environnement concurrentiel et compétitif plus performant. Les puissances du centre du système entrent en déséquilibre concurrentiel et subissent le poids du service de la dette.

S'opère une redistribution des surplus en fonction de rapports de force où la soumission des salariats est un enjeu qui implique dérégulation et délocalisation permanentes de la force de travail. *L'effort séculaire pour réduire le coût de la force de travail arrive à un point de non retour* puisque les espaces de délocalisation sont épuisés avec la déruralisation du système-monde et la dominance de l'urbain. Les classes dirigeantes nouvelles ne parviennent plus, d'autre part comme avant les années 1970, à externaliser trois types de coûts : la gestion des déchets toxiques, le renouvellement des matières brutes ou premières et la construction d'infrastructures. La montée de la question

écologique a rendu difficile pour des raisons sanitaires publiques de rejeter dans le domaine public ces déchets. Elle a fait apparaître simultanément que le renouvellement des ressources rencontre des barrières qu'aggrave encore l'accroissement de la population mondiale. Enfin, si les États ont toujours assumé les frais d'infrastructures alors que les entreprises payaient une faible part du montant, aujourd'hui ces frais augmentent et ne peuvent pas continuer à peser impunément sur les États. Ils augmentent avec l'extension de l'activité économique mondiale et les États doivent pour les assumer alourdir la pression fiscale sur les entreprises.

Cette pression fiscale a augmenté aussi jusqu'aux années soixante-dix en raison de la poussée des mouvements sociaux qui ont revendiqué et obtenu les garanties de base (éducation, santé, retraites) quelquefois en les intégrant au salaire et en les défendant légitimement comme éléments du salaire. La déconstruction du *Welfare State* a été la réponse néolibérale à la baisse des taux de profit contre laquelle a réagi l'offensive du capital. Ce dernier est insatiable en la matière et a pu se montrer à visage découvert comme Monstre. Mais ce résultat n'implique (pas encore ?) la destruction totale des services sociaux. Il faut maintenir un minimum sous peine d'un chaos social nourri de l'appauvrissement explosif des classes subalternes. La riposte du capital à la montée de ces coûts qu'il doit supporter par la pression fiscale n'est pas encore allée jusqu'à la destruction complète et même en de nombreux pays ces requêtes des classes subalternes sont nouvelles (Chine, Brésil, Inde). L'expansion de la consommation, ou plutôt la production de la consommation soutenue par un endettement privé et public devenu colossal, a permis de différer le poids de ces coûts, mais dans l'ensemble ils ont monté et ne peuvent disparaître. *Le passage à la financiarisation délirante a été une réponse nouvelle* avec ses bulles spéculatives hors norme. Les banques ont financé des emprunts privés qu'elles savaient insolubles et en difficulté elles ont obligé les États à les renflouer sous peine de chaos général, du *big krach*. Les États ont dû emprunter pour faire face à cet ensemble d'obligations et les réseaux financiers les plus forts ont alors exigé des États pour être remboursés la poursuite de politiques d'austérité à l'encontre des couches moyennes et défavorisées. Ces politiques jouent la désassimilation nationale des États là où sévissent le chômage, la désindustrialisation. Elles affaiblissent l'intervention de l'État-nation et aiguissent les inégalités entre États et réseaux. Une crise structurelle majeure a éclaté en 2008. *Le système connaît des fluctuations de plus en plus amples qui l'éloignent de plus en plus de l'état d'équilibre dynamique*. En réponse les mobilisations sociales se multiplient et surtout elles deviennent capables d'effets importants et créent une situation chaotique. Les blocs de force en présence ne peuvent avoir une structure mécanique telle que des minorités dirigeantes commandent comme à la parade des groupes consistants. La confusion gagne, chaque bloc pouvant faire valoir

des aspects divers et demeurer incapables de se coordonner en organisant des alliances unifiées sur des objectifs clairs et mobilisateurs assurant la transition hégémonique. Les révolutions des aires islamiques du Moyen-Orient sont un exemple de ce chaos où les grandes puissances ont de la difficulté à identifier le bloc intérieur qu'il faut soutenir.

La crise peut durer et s'aggraver de manière dramatique en raison de ce chaos dans lequel les deux blocs doivent agir et identifier leurs objectifs en rassemblant des forces qui sont consentantes. Si le système est confronté à une limite où se dessine la possibilité d'une bifurcation, chaque camp se divise sur le plan stratégique. Suivons l'analyse de Wallerstein. Wallerstein dans un ouvrage de synthèse, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde* (2006), concentre la bifurcation qui se présente à court terme dans un choix entre ce qu'il nomme l'esprit de Davos et l'esprit de Porto Alegre. Il renvoie à deux forums internationaux célèbres. Celui de Davos réunit depuis de longues années le gratin des PDG des grandes firmes transnationales et des banques, des responsables des organismes internationaux, des experts privés, des politiciens de haut niveau et des intellectuels officiels connus. Ce forum défend la mondialisation capitaliste et traite les problèmes qu'elle affronte dans l'esprit du Tout Marché, de la libéralisation, de la financiarisation des économies et des activités, de la marchandisation illimitée. Le forum de Porto Alegre au Brésil a été le premier forum altermondialiste d'une série en cours. L'esprit de Davos affronte désormais en s'opposant au néolibéralisme les contradictions qui structurent le système-monde. L'esprit de Porto Alegre tente de trouver des points d'appui dans ces contradictions que des fluctuations brutales aggravent dans toutes les sphères institutionnelles. *Toutefois il serait simpliste de croire que la bifurcation soit si simple et oppose deux voies.* En fait, chaque voie se divise si on pose la question de savoir quel ordre remplacera ce système sur la base d'un fait acquis : désormais la question n'est plus celle de la reprise de la croissance antérieure comme si rien ne s'était passé. L'écartement des fluctuations par rapport à l'état d'équilibre est trop grand pour que cet état – celui de croissance infinie par compression infinie de la force de travail et des ressources en matériaux bruts – puisse se répéter à l'infini. Il est difficilement imaginable que le niveau de vie des pays les plus développés et leur mode d'existence puissent se généraliser sans chaos, sans une violence indicible, sans barbarie insupportable à l'égard de tous les autres, sans que le mode de production devienne un mode d'autodestruction.

*On a donc deux camps avec chacun deux options, soit quatre scénarios.*

Le camp de Davos *réfléchit à deux options qui seront choisies l'une ou l'autre en fonction des conjonctures.*

– *Les partisans néolibéraux endurcis du système-monde disposent d'énormes moyens et ils peuvent choisir de continuer en développant un système très*



répressif qui doit liquider à terme la démocratie processus et renforcer les hiérarchies. Il leur faut acquérir une base populaire qui ne peut être mobilisée que par un supplément d'éléments identitaires emprunté aux nationalismes, racismes que la politique néolibérale contradictoirement entend soumettre à l'universalisme abstrait de l'*homo œconomicus*. Politiquement, pour cette fraction du bloc de Davos, la bifurcation est celle d'un populisme néolibéral autoritaire qui a pour but d'écraser l'opposition et de dépasser de fait le principat démocratique par une sorte de féodalité populiste.

- À côté d'eux, un second groupe choisit de maintenir les privilèges inscrits dans le système-monde mais en développant un *régime méritocratique rigoureux et exclusif qui use de la démocratie régime* pour coopter une masse de cadres indispensables et dévoués au système. Il faut alors une dépense énorme de persuasion et de rhétorique et un minimum de force brutale pour donner un second souffle aux dogmes. Il faut mimer et capturer le langage des mouvements antisystémiques – issus du travail et des luttes d'indépendance – dans le sens d'un relatif libertarisme des mœurs, d'un écologisme « vert pomme » et d'une utopie multiculturelle. Tous les sujets doivent aspirer à améliorer leur position dans un système méritocratique qui se veut séducteur pour mieux maintenir acceptable un système inégalitaire et polarisé.

*Le camp de Porto Alegre n'est pas davantage unifié et présente une fracture parallèle.*

- D'un côté, on a le *groupe de ceux qui envisagent un monde décentralisé qui renoncerait au mythe de la croissance économique infinie*, préconiserait le rationnement des ressources sur le long terme, la mutation écologique. Il organiserait un partage des richesses pour réduire les inégalités monstrueuses. Ce groupe estime que le monde ne peut vivre selon un mode de production et de consommation qui permet à un pourcentage minoritaire de populations et d'États de mener un mode d'existence qui ruine les chances des majorités. Ce groupe compte sur l'innovation technologique et réévalue les sagesses multiples que le rationalisme instrumental occidental, cher à Weber et encore trop estimé par Marx, a discrédité sous prétexte de rationalisation. Le respect de la diversité de l'humanité passée et à venir, de ses créations culturelles, est une ressource de changement à faire fructifier. La démocratie processus à la base est la forme politique de la transition hégémonique. Ce serait un éco-socialisme ou même un éco-communisme, voire un éco-anarchisme qui constituerait un universalisme concret respectueux des différences.
- D'un autre côté, on a un *groupe qui, plus classiquement lié aux mouvements antisystémiques modernes, réactualise l'idée d'une transformation par le*

*haut de l'État*, d'une mise en œuvre par les cadres et les experts capables de penser systématiquement. L'idée d'un État-monde constitue l'horizon dans un système toujours plus coordonné et intégré, régi par un égalitarisme formel qui n'attend rien d'innovations imprévisibles. Ce groupe considère comme hypothèse pure l'idée d'un universalisme concret, c'est-à-dire pluriel et fait encore de la nation le lieu des luttes sur fond d'universalisme formel.

La bataille pour la transition hégémonique se fait ainsi dans la confusion et le heurt de quatre fronts. Cela complique l'opposition binaire des deux camps en permettant des contaminations réciproques entre fractions mais aussi en empêchant toute prévisibilité du résultat quant au nouveau système. De toute manière, tous les indicateurs actuels sont au rouge et esquissent une bifurcation dont la crise écologique irréversible radicalise l'urgence en nous rappelant l'impossibilité ou plutôt le risque majeur d'avancer dans la démesure infinie. Ils nous invitent à *un contrôle de la plasticité humaine selon un régime de finitude positive*, de production d'une socialité qui cesserait d'être asociale et absurde. C'est cela que l'on peut nommer prudence ou sagesse. À court terme, une victoire électorale importante suivie d'une amélioration réelle du sort de tous ceux qui sont réduits au minimum, d'une protection accrue des droits économiques, culturels et politiques de tous, assortie d'une lutte contre l'érosion de la richesse planétaire et d'un contrôle rigoureux de la finance serait un pas en avant. Il permettrait d'envisager une contribution à la création d'un autre système-monde.

### **Penser l'alternative et l'engager**

Le mérite de l'analyse du système-monde est évident ; il nous fait du moins voir, il fait montre ou monstre de « son état de choses » à une multitude élargie d'hommes et de femmes un peu partout. Se multiplie, en effet, le nombre de ceux et celles qui peuvent participer à ces débats et choisir entre ces deux voies de la bifurcation qui commence. *Nous sommes entrés dans le registre du « Ou bien... Ou bien »*. Ou bien, oui à l'hégémonie du Marché et ses désastres humains, aux rapports antidémocratiques de force ouverte ou larvée, aux guerres sociales et ethniques, à la course aux armements et à la dégradation de la terre. Ou bien, non à tout cela et oui à une socialité faite de confiance partagée, sans exploitation, oui à la résolution la plus démocratique possible des conflits et des différends, à la coopération, au rétablissement de rapports avec la nature permettant la survie de tous et la possibilité élargie de vie bonne. ■